

RN : dénoncer l'imposture sociale

Dans tous les pays de l'Union européenne, l'extrême droite progresse, emporte des élections, participe à des gouvernements, ou influe sur la vie et le débat politique dans de nombreux. Le risque est donc bien réel à l'échelle de l'Europe, et dans de nombreux pays dans le monde, de voir l'extrême droite conquérir le pouvoir.

C'est la raison pour laquelle le PCF a mis sur pied un groupe de travail d'analyse et de riposte, tant sur le fond, combattre les idées d'extrême droite, que sur les enjeux électoraux et politiques.

Cette montée de l'extrême droite, et les sondages concernant les européennes de juin prochain confirment cela, est d'abord à mettre en relation avec la crise sociale et économique dans laquelle les politiques libérales nous enfoncent.

La stratégie de l'extrême droite, en France mais surtout en Europe, et y compris en Amérique du sud, repose sur deux piliers fondamentaux. D'une part, l'exploitation des crises économiques, sociales, sanitaire, et même climatique, en dévoyant la colère, la peur et les frustrations en direction de boucs émissaires. D'autre part, la construction d'un récit nationaliste et identitaire résumé par le concept de « préférence nationale » qui repose sur une conception ethnique de la nation.

Le rassemblement national travaille un tryptique : fermeté, justice, protection avec un Etat fort, autoritaire, censé protéger face aux désordres du monde.

Avec sur la forme une entreprise de banalisation de ses idées, et de quête de respectabilité qui porte ses fruits. Face à cela, il s'agit d'engager une riposte sur tous ces aspects et en évitant deux écueils.

- Le combat contre le RN ne se limite pas à la critique des idées du RN, au risque de rester sur une posture défensive. Mais c'est aussi notre propre action pour occuper, réoccuper, sur nos bases communistes, en termes d'idées, d'actions, de propositions, des terrains sur lesquels le RN est perçu comme seul à apporter des réponses.

- Il faut sortir de ce combat uniquement centré sur le terrain des valeurs et replacer la lutte contre l'extrême droite au cœur des enjeux de classes.

Il ne s'agit pas de ne plus dénoncer l'extrême droite de ces points de vue-là, mais de mesurer que ce

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2463 – Jeudi 16 mai 2024

n'est pas le seul ressort du vote RN et de noter que cette stratégie est un échec au regard de l'évolution du vote RN depuis 20 ans.

Le moteur principal du vote RN est le sentiment de déclassement avec le besoin d'être « protégé », et celui d'abandon avec le besoin de « se faire entendre », avec la désignation de l'immigration comme porteuse de menaces et de dangers. Nous avons toujours été du côté des salariés, du monde du travail, à nous d'incarner et de porter des solutions pour sortir de la crise.

Il s'agit d'abord de dénoncer l'imposture sociale que représente le Rassemblement national. De faire la lumière sur ses votes, à l'Assemblée et au Parlement, et de dénoncer le caractère néolibéral de son programme qui jamais ne pointe la responsabilité du capital dans l'aggravation des crises que nous connaissons.

C'est ce que nous faisons et que nous allons poursuivre dans les semaines qui viennent en direction de celles et ceux qui aspirent au progrès social et démocratique, qui sont en colère face aux politiques libérales menées en France et en Europe.

Il s'agit ensuite de développer des propositions qui unissent la classe travailleuse, sur les questions sociales, le développement des services publics, les réponses à la crise climatique, notamment à l'appui des luttes du mouvement social et de la jeunesse.

Enfin, la réussite du RN interroge notre capacité à mener ce qu'on appelait avant un « travail de masse », incluant l'implantation, le nombre, l'organisation et la structuration de l'activité communiste. En un mot, un parti en capacité de mener la bataille idéologique et politique.

La lutte contre l'extrême droite peut et doit être un motif d'adhésion et de renforcement de notre parti. ■

L'extrême-droite nous divise, rassemblons-nous dans les luttes !

- * Hausse des salaires, le SMIC à 2000 € brut et l'indexation des salaires sur l'inflation
- * Retraite à 60 ans à taux plein
- * Développement de l'emploi comme réponse aux besoins de la société
- * Nouvelle politique d'industrialisation dans notre pays
- * Inscription du droit à l'IVG dans la Charte européenne des droits fondamentaux
- * Régularisation de tous les travailleurs sans papiers
- * Développement des services publics (santé, éducation...)
- * Sortie du marché européen de l'énergie pour baisser les factures
- * Construction d'un grand service public du rail, du transport de voyageurs et du fret

Le 9 juin je vote pour la liste de la Gauche unie pour le monde du travail !

AVEC LÉON DEFFONTAINES

Tête de liste Gauche unie pour le monde du travail soutenue par Fabien ROUSSEL



Alerte, déserts médicaux - Notre santé bradée, nos vies sont en danger ! Le gouvernement est responsable

Monsieur Attal veut taxer les patients qui manquent leur rendez-vous d'une pénalité de cinq euros afin, dit-il, de permettre aux Français de trouver plus facilement un rendez-vous. Du côté des médecins, cette pénalité ne fait pas l'unanimité, car dans la plupart des cas, connaissant ces patients, l'explication directe est suffisante et c'est sans grande conséquence sur leur activité...

Montrer du doigt les assurés sociaux alors que de plus en plus de patients sont sans médecin traitant, que l'hôpital est dans une situation catastrophique, que l'accès aux soins est de plus en plus difficile, est-ce bien raisonnable ?

Dans le même discours le Premier ministre annonce plus sérieusement vouloir former à l'horizon 2027 16.000 médecins au lieu de moins de 10.000 actuellement. Tant mieux, c'est ce que nous demandons depuis longtemps !

On remarquera que cela engage peu le pouvoir actuel, la rentrée universitaire 2027 c'est loin et... c'est après la prochaine présidentielle... Mais surtout, si cette annonce n'est pas accompagnée d'un plan ambitieux pour mettre en place rapidement des moyens pour l'université et les lieux de stage, cela risque de n'être qu'un effet d'annonce. Gabriel Attal affirme vouloir former 12 000 médecins/an à partir de 2025, mais on peut se demander pourquoi ne pas commencer par une augmentation significative en 2024 ? Car il y a vraiment urgence...

Or, rien n'indique que le gouvernement ait pris la mesure de la tâche, alors même qu'aucune disposition concrète (hormis quelques vulgaires accommodages) et surtout pas de moyens financiers supplémentaires n'ont été ne serait-ce qu'évoqués dans les documents prospectifs officiels, la Stratégie nationale de santé 2023/2033 ou les Plans régionaux de santé 2023/2028... Impéritie ou volonté assumée de laisser aller, en se désintéressant de la réalité vécue par le commun de nos concitoyens, peu importe, dans tous les cas c'est irresponsable, car depuis longtemps on sait que la question de la pénurie de professionnels de santé est le point clé de la politique sanitaire du pays.

Quarante ans de numerus clausus ont détruit l'équilibre de notre système de santé. On a formé en moyenne 20 % de médecins en moins chaque année, soit un déficit sur l'ensemble de la période de 70.000 médecins, ce qui a asséché la démographie médicale. Aujourd'hui, pour 50 000 médecins de plus de 60 ans il n'y a que 16 000 médecins de moins de 34 ans ! Et ce déficit de professionnels est 2,5 fois plus élevé si on intègre la hausse de la population et son vieillissement. Depuis le début des années 80 la population a augmenté de 20 %, et le nombre de plus de 60 ans a doublé, comme celui des plus de 75 ans.

Malgré cela, les gouvernements successifs depuis plus de vingt ans ont décidé... de ne rien faire. Il en a été de même depuis l'élection d'Emmanuel

Macron en 2017, alors que nul ne pouvait ignorer que la pénurie allait s'aggraver mécaniquement d'ici 2030 et perdurer au-delà si aucune mesure d'anticipation n'était prise. Au bout de cette logique mortifère, la décennie actuelle est bien celle de tous les dangers pour les malades ; et la décennie suivante, avec un quota de formation rehaussé mais encore tout juste équivalent à celui de 1972 (où il y avait 30 % de population en moins) ne permettra pas de rattraper cet énorme retard...

La situation est encore plus critique s'agissant des dentistes dont le quota de formation est resté inférieur à 1972. C'est d'autant plus dommageable que l'on connaît les effets de la santé bucco-dentaire sur la santé tout court. C'est un signe fort que de constater que les effectifs sont déjà insuffisants pour couvrir un recours aux soins dentaires très faible en France (41 %), nettement inférieurs à la moyenne européenne (71 % en Allemagne et au Royaume-Uni)...

Si pour les autres professionnels de santé c'est plus contrasté, c'est tout aussi préoccupant, et pour certains, infirmier-es, aides soignant-es, se posent aussi les questions de niveaux de rémunération peu attractifs et des conditions de travail qui épuisent et découragent... En santé comme ailleurs, ce sont les travailleurs qui créent les richesses, et la formation de professionnels en nombre et en qualité permet seule de répondre aux besoins sociaux.

Certes, il faut aussi réformer, démocratiser les études médicales, mieux répartir les spécialités et les effectifs, permettre l'évolution des pratiques des paramédicaux, réorganiser les soins primaires, etc. Mais sans volonté ferme, réelle et concrétisée de former beaucoup, beaucoup plus, tout cela restera lettre morte.

Mettre en place un grand plan de formation est urgent et primordial, notamment en commençant à former avec les moyens nécessaires tout de suite 15 000 médecins et 1 900 chirurgiens-dentistes/an. Pour cela il faut aussi rendre à l'hôpital les moyens d'assurer le rôle formateur qui est le sien et cesser cette casse du service public qui renvoie les assurés sociaux vers le secteur privé lucratif et ses dépassements d'honoraires. Cette sélection par l'argent en matière de santé est injustifiable, sauf pour enrichir les actionnaires.

Il faut revenir sur les reculs de prise en charge de la Sécurité sociale - le seul système apte à assurer un accès universel et égalitaire aux soins - au profit des assurances privées inégalitaires et, pour certaines, de leurs dividendes. Il faut également revenir sur les exonérations de cotisations sociales qui assèchent les ressources de l'ensemble du système de protection sociale qui est notre bien commun... Notre système de santé est passé en vingt ans de la 1^{re} à la 20^e place mondiale. Il serre la vis à l'hôpital, réduit les remboursements, et la question de la désertification médicale génère des angoisses existentielles, alors qu'il se révèle incapable de

maîtriser les dépenses considérables que l'industrie pharmaceutique impose à la Sécurité sociale.

Les Français ne peuvent plus se permettre cette politique qui fait reculer la santé publique, tant il est vrai qu'en la matière, l'égalité est une condition de la qualité, que le soin apporté à chacun, du plus pauvre au plus riche, conditionne l'état de santé de tous. La responsabilité du gouvernement et de tous ceux qui mettent en place cette politique est engagée ; il s'agit de non-assistance à une population dont la santé, la vie sont en danger !■



NOS PROPOSITIONS

- ◇ L'application d'une clause de non-régression sociale pour protéger nos conquêtes sociales et nos droits
- ◇ Permettre un alignement par le haut des droits sociaux et des législations environnementales avec, par exemple, un salaire minimum aligné sur le pays le plus avancé (60% du salaire moyen national)
- ◇ En finir avec le dumping social en garantissant l'égalité complète entre travailleur-euses détaché-es et locaux-ales avec un haut niveau de protection sociale.
- ◇ Créer un fonds européen pour le progrès social et écologique financé par la Banque centrale européenne à taux zéro pour étendre les services publics en Europe, notamment pour les transports, l'énergie, les écoles, les hôpitaux.

Les réunions publiques dans les Landes

en présence de Céline Piot

historienne, enseignante-chercheure, conseillère
municipale et communale de Mont-de-Marsan,
36e sur la liste

Mercredi 22 mai à 19 h à Mimizan, petite salle du Forum, rue du jardin public, débat sur le thème « **Pourquoi reprendre la main en France et en Europe ?** »

Samedi 25 mai à 11 h à Tarnos, salle Maurice Thorez, place Albert Castets, **débat sur la santé avec Anne Saouter** (56e sur la liste) suivi d'un apéritif à 13 h.

Mardi 28 mai à 18 h 30 à Saint-Paul-Lès-Dax, salle Félix Arnaud, **débat sur « Défendre les services publics » avec Marylène Faure** (14e sur la liste).

Sans oublier, une présence régulière sur les différents marchés et une **déambulation militante en Chalosse le mercredi 29 mai.**■

Conférence internationale « La paix, notre bien commun » : premiers bilans

La Conférence pour la paix organisée par le PCF le samedi 4 mai a réuni des cadres diplomatiques, des représentant-e-s des partis communistes et formations progressistes d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe et des intellectuels, issus de vingt pays, avec l'ambition de mettre en commun les réflexions et propositions pour une politique de paix, un nouvel ordre mondial débarrassé des blocs et des hégémonies.

Tous partagent le même constat. deux guerres déchirent aujourd'hui la planète, dont les massacres à Gaza avec plus de 34.000 morts, 500.000 morts russes et ukrainiens, auxquels il faut ajouter les victimes d'autres conflits moins médiatisés dans le Sahel, en République démocratique du Congo, au Soudan, au Yémen où l'on dénombre plus de 300.000 morts dans l'indifférence générale, ainsi que la montée des tensions dans la zone indopacifique. Cela révèle la dramatique exacerbation des rapports de domination et de politiques de puissances et impérialistes, dans le cadre de la crise de la mondialisation capitaliste et de la recomposition actuelle des rapports de domination et des rapports de force internationaux.

Les quatre tables rondes ont permis de préciser cette analyse et de dégager des exigences convergentes. Elles portaient sur : l'importance des luttes des peuples pour leur souveraineté et leur autodétermination contre les politiques impérialistes et coloniales, les solutions pour une paix juste et durable et le respect du droit international dans les conflits en cours, la lutte contre les dominations économiques et monétaires, l'hégémonie du dollar et les solutions pour de nouvelles coopérations, et les questions de sécurité collective en Europe, alors que l'UE se trouve de plus en plus sous l'hégémonie de l'OTAN, bras armé des États-Unis.

Le PCF a ainsi offert un cadre original permettant de débattre, d'avancer, de travailler collectivement des pistes, rassembler et agir pour la paix et la coopération des peuples. L'ensemble des interventions souligne l'importance d'entendre la voix des peuples et d'agir concrètement pour un autre ordre du monde fondé sur les principes de la sécurité collective et humaine et sur ceux de la charte des Nations unies. La nécessité de construire, pour ce faire, un rapport de force au niveau continental et international n'en sort que davantage renforcée. Ainsi, imaginer un espace de dialogue souple et ouvert rassemblant, dans le respect des diversités, des forces et mouvements progressistes prend tout son sens.

Une telle initiative se place ainsi dans l'ambition que les communistes se sont fixée lors du 39e congrès : « **Le PCF est le parti de la paix. Tout au long de son histoire, il a toujours été en pointe dans les luttes pour la paix, le désarmement global, y compris nucléaire, l'anticolonialisme et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ces combats, il les réinvestit dans l'urgence de la situation actuelle, aux côtés des autres forces de paix, organisations et militants pour la paix avec lesquels il réaffirme sa solidarité.** »

C'est la raison pour laquelle Fabien Roussel, dans son discours de clôture, a lancé deux appels. Un appel à la gauche, celui de ne pas céder aux sirènes du bellicisme, mais de reprendre la méthode Jaurès, celle d'une analyse partagée, d'une action pour le droit international et une politique de paix et de la construction d'un rapport de force pour y parvenir. Un appel à la France et aux Français afin que notre pays, en toute indépendance, agisse pour faire appliquer le droit et la justice. Car, comme l'écrivait Jean Jaurès, « **c'est par le droit et l'idée du droit que nous reprendrons en Europe notre rôle.** ». Ce serait ainsi faire vivre l'héritage révolutionnaire de notre pays.■

Lucie Lespiau s'en est allée

Alors qu'il y a quelques semaines Lucie fêtait ses 100 ans avec sa famille et ses camarades communistes, rien ne présageait une disparition aussi brutale. Et c'est donc avec beaucoup de tristesse que nous avons appris son décès.



Anaïs dite Lucie était de ces grandes dames qui ont fait la richesse du Parti Communiste Français.

Sa discrétion, son humilité toujours au service des autres en faisait une camarade respectée et écoutée.

Elle savait par un sourire, illuminer les visages.

Elle savait par des encouragements et des conseils, redonner « du peps » aux militants notamment les jeunes.

Elle a vécu son enfance à Pouillon dans une famille de métayers, forgée à la dure réalité de vie et au combat qu'elle a menée auprès de son père.

Pouillon, petit village où elle s'est mariée avec notre camarade Jean Lespiau, député des Landes de 1956 à 1958 et secrétaire de la Fédération des Landes du PCF de 1948 à 1977.

Elle a été membre de la direction départementale pendant une quarantaine d'année.

Occupant divers emplois, secrétaire administrative à la CGT, secrétaire auprès de l'avocat Maître Rémy Dubroca (défenseur des paysans et des ouvriers), elle terminera sa carrière à la chambre d'agriculture travaillant auprès de militants syndicalistes agricoles et politiques qu'étaient Marcel Sintas, Jean Bourlon, Gilbert Pénicaut et Albert Justes.

Une fois sa carrière terminée, elle s'est consacrée à un travail de mémoire retraçant minutieusement une partie « cachée » de l'histoire des années noires de notre pays.

Evénements survenus dans notre département, elle a contribué ainsi par sa connaissance des archives à écrire la vérité sur des faits d'histoire qui ne peuvent être contestés.

Au travers des divers témoignages rendus lors de son dernier hommage, chacune et chacun a pu mesurer l'investissement et l'engagement de cette belle et grande dame que fut Lucie.

A ses petits-enfants Cédric et Nadège, à sa belle-fille, à ses proches, la fédération des Landes du Parti Communiste Français et ses militants présentent leurs plus fraternelles condoléances. ■

Gnacs et Chacailles

LÉGENDE DE PRINTEMPS

Tout est lumière, tout est joie/ L'araignée au pied diligent/ Attache aux tulipes de soie/ Les rondes dentelles d'argent...La frissonnante libellule/ Mire les globes de ses yeux/ Dans l'étang splendide où pullule/ Tout un monde mystérieux...La rose semble, rajeunie/ S'accoupler au bouton vermeil/ L'oiseau chante plein d'harmonie/ Dans les rameaux pleins de soleil...Sous les bois, où tout bruit s'émousse/ Le faon craintif joue en rêvant/ Dans les verts écrins de la mousse/ Luit le scarabée, or vivant...La lune au jour est tiède et pâle/ Comme un joyeux convalescent/ Tendre, elle ouvre ses yeux d'opale/ D'où la douceur du ciel descend...Tout vit et se pose avec grâce/ Le rayon sur le seuil ouvert/ L'ombre qui fuit sur l'eau qui passe/ Le ciel bleu sur le coteau vert...La plaine brille, heureuse et pure/ Le bois jase ; l'herbe fleurit/ - Homme ! ne crains rien ! la nature/ Sait le grand secret, et sourit. Poème « Printemps » de Victor HUGO (écrivain, poète, parlementaire, 1802-1885).

«C'était une ville où il ne restait plus qu'un seul arbre. Ses habitants souffraient tous de désordres psychiques car ils étaient complètement coupés de la nature. Un jour, un médecin de la ville comprit de quoi souffraient les gens. Il établit donc, pour chacun de ses patients, le même diagnostic et la même ordonnance : "Vous êtes malade parce que vous êtes coupé de la Mère Nature. Vous allez, chaque matin, prendre le bus pour le centre ville et vous arrêter au pied du seul arbre qui nous reste. Vous étreindrez son tronc pendant un quart d'heure en vous imprégnant de la belle couleur verte de son feuillage et du parfum de son écorce." Les patients appliquèrent l'ordonnance à la lettre et, au bout de trois mois, ils se sentaient beaucoup mieux. Mais comme tant de gens souffraient des mêmes troubles et que le docteur leur donnait à tous la même prescription, la file de ceux qui voulaient embrasser l'arbre s'étira bientôt sur plus d'un kilomètre. Les gens commencèrent à s'impatisser et le Conseil Municipal dut intervenir. Il décida de réduire la durée de l'étreinte de l'arbre à cinq minutes précises pour chacun, puis à une minute et en définitive à quelques secondes. C'est ainsi que s'épuisa le seul remède à la maladie des citadins. Si nous ne sommes pas vigilants, nous pouvons bientôt nous retrouver dans la même situation. Souvenons-nous que notre corps n'est pas limité par son enveloppe de peau. Il est autrement plus vaste. Nous savons que si notre cœur cesse de battre, notre flux vital cessera aussitôt. Mais nous ne prenons jamais conscience de tout ce qui, tout en étant extérieur à notre corps, est aussi essentiel à notre survie que notre cœur.....». Extrait du livre "Ce monde est tout ce que nous avons" du moine bouddhiste franco-vietnamien, Nhất Hạnh né Nguyễn Đình Lang (1926-2022). Cette parabole de sagesse et de paix nous incite à bien regarder ce qui se passe autour de nous, dans la nature comme dans notre société. L'arbre comme la forêt qui l'héberge, font partie de notre univers. La politique menée par les états, en France comme en Europe et dans le monde privilégie le profit maximum inégalement réparti. Il faut que cela cesse pour vivre dignement dans la paix, la fraternité et le respect de la nature. Sur leurs objectifs atroces de «concurrence libre et non faussée» au prix de l'austérité renforcée contre les peuples, reprenons la main le 9 juin 2024 par l'élection de parlementaires européens soucieux d'agir pour une Europe des peuples souverains, libres et associés, telle que le porte le programme de la liste Léon Deffontaines. Face à l'ultra libéralisme guerrier et libéricide de la droite et du RN, mobilisons les énergies populaires, sociales et laborieuses pour un monde de paix, de liberté et de bien-être. Atout est l'aviéner, un printemps des peuples (ainsi est l'avenir, un printemps des peuples). ■

Roger La Mougne